



Lyon Santé/Social - 21 Novembre 2023

Contre la loi raciste Darmanin-Le Pen : ouvrir les frontières, droits égaux pour tous

Lundi 11 décembre, Darmanin a vu son projet de loi contre les migrants et migrantes retoqué à l'Assemblée. Vendredi 15 décembre, il était à Calais pour le défendre à nouveau. Le même jour, au large des côtes, deux hommes ont disparu en tentant de se rendre en Angleterre, allongeant encore la liste des noyés de la Manche et de la Méditerranée. Mardi 19, il s'aligne, sur ordre de Macron, avec les républicains d'Éric Ciotti et les racistes du Front national.

« Une victoire idéologique » clame Marine Le Pen. Une victoire des idées xénophobes des plus nauséabondes, oui. Mais une victoire facile, tant Macron et Darmanin avaient déjà fait de chemin dans ce sens. Tant déjà leur politique anti-immigration, comme de tous les gouvernements européens, tue.

Une surenchère anti-immigrés et contre tous les travailleurs

Ce ne sont jamais les hommes d'affaires, les dirigeants de firmes multinationales ni les exploiters qui rencontrent des barrières : pour eux, la liberté de circulation est totale ; elle l'est pour leurs capitaux et leurs marchandises, issues du pillage des richesses sur toute la planète.

Si toute la droite de Macron à Le Pen en passant par Ciotti veut durcir les règles contre les migrants, c'est pour permettre au patronat de les exploiter toujours plus, en faisant dépendre leur titre de séjour de leur emploi, en exerçant un chantage au renouvellement des papiers. Car il faut aux patrons des travailleurs immigrés pour remplir les tâches les plus pénibles et les plus mal payées. Et c'est à nous tous qu'ils s'en prennent en s'en prenant à nos camarades de travail.

Le caractère raciste de ce projet de loi, par ces aspects les plus injustes, notamment concernant les possibilités de se soigner pour les travailleurs immigrés et leur famille, a fait quelques remous dans les rangs du Modem ou d'une partie des députés macronistes et de quelques ministres qui renâclent. Mais il a été voté par toute la droite et l'extrême droite. L'accord passé entre Macron, Ciotti et Le Pen montre le chemin que prennent ceux qui nous gouvernent pour durcir leur politique anti-ouvrière, dont la politique anti-migrants est un volet.

Mêmes patrons, même combat !

La gauche parlementaire s'en offusque aujourd'hui. À la bonne heure pourrait-on dire, si on oubliait que cette gauche, quand elle était au pouvoir, n'a jamais défendu l'ouverture des frontières et les droits des migrants et migrantes. Si on oubliait que c'est sa politique anti-ouvrière qui a ouvert la porte à un Macron et à la progression de l'extrême droite.

C'est à nous de nous battre pour faire ravalier au gouvernement sa loi et en combattre tous les effets : empêcher les expulsions, imposer les mêmes droits pour tous, français ou immigrés, au logement et à la santé notamment.

Tout ce que les travailleurs et les travailleuses ont jamais gagné, c'est par leurs luttes, les manifestations et les grèves. Dans ces luttes, comme au travail au quotidien, quelle que soit notre nationalité, avec ou sans papiers, on est tous de la classe de ceux et celles qui triment pour produire des richesses... et qui touchent des salaires bien inférieurs à la richesse qu'ils produisent !

La seule frontière pour nous, c'est celle qui sépare les exploités des exploiters.

Celles et ceux qui ont dû traverser les mers et les frontières sont parmi les plus exploités d'entre nous, dans les cuisines des restaurants, les chantiers du bâtiment, l'entretien des bureaux ou les services à la personne, sans papiers, non déclarés, en intérim ou emploi précaire. Raison de plus pour être toutes et tous solidaires.

Non à la loi Macron-Darmanin-Le Pen contre nos frères et sœurs immigrés. C'est nous tous, travailleurs français comme immigrés, que gouvernants et patrons trouveront en face d'eux dans les grèves et dans la rue, dans les semaines et les mois qui viennent.

R A S S E M B L E M E N T

CONTRE LA LOI IMMIGRATION

JEUDI 21 DÉCEMBRE

19H - PLACE DES TERREAUX

Grève aux urgences de la Pitié-Salpêtrière

Mardi dernier, l'équipe de jour des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. Un seul jour a suffi pour obtenir « l'affectation » de plus de personnel aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards en attendant d'en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Étant donné le ras-le-bol dans tous les services, et d'autres grèves dans des services hospitaliers, comme en réa à l'hôpital Tenon à Paris, ou encore aux cuisines de l'hôpital Paul-Guiraud à Villejuif, la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble !

Une lutte commune, lancement du collectif « Soignant.es pour Gaza »

Les massacres à Gaza continuent, et les terrains de guerre n'épargnent personne, pas même les hôpitaux. Un collectif de soignants solidaires « Soignant.es pour Gaza » s'organise pour dénoncer et stopper définitivement les massacres sur les Gazaoui causés par l'intervention militaire de Netanyahu ! À Gaza et ailleurs, les hôpitaux ne doivent pas être la cible des bombes ! Organisons-nous, soignants et soignantes en soutien à la Palestine !

Hausse record du tarif des mutuelles

Après une forte augmentation de leurs tarifs en 2023, les mutuelles prévoient une nouvelle hausse de 8,1 % de leurs cotisations en 2024. La hausse moyenne sera de 7,3 % pour les contrats individuels et de 9,9 % pour les contrats collectifs obligatoires (souscrits par les entreprises pour leurs salariés). La hausse s'expliquerait par la revalorisation des salaires et tarifs des soignants, une plus forte consommation de soins, et la diminution du remboursement des soins dentaires par la Sécurité sociale, passé de 70 % du tarif à 60 %. Il n'empêche que c'est un nouveau coup dur pour le pouvoir d'achat, en particulier celui des plus modestes.

Mobilisation réussie à Lyon pour exiger l'hébergement des sans abris

Jeudi 14, plus de 300 personnes ont manifesté du siège de la Métropole à la Préfecture, à l'appel du collectif de travailleurs et travailleuses du social "Hébergement en danger". Médecins du monde, Samu social, 115... ce sont des dizaines de structures qui ont vu leurs salariés en grève ce jour-là, rejoints dans la rue par les militants associatifs de Jamais sans Toit ou encore du collectif Droit au Logement.

À Lyon 2 500 personnes dorment dehors chaque nuit, dont 250 enfants. Et ce malgré le froid et la crue des fleuves, pendant que la Métropole, qui pourrait réquisitionner les logements vides, et la Préfecture, dont le logement est la compétence, se renvoient la balle.

Urgence pour les salaires !

Avec la hausse des prix, en 2022, il aurait fallu déboursier en moyenne 1320 euros de plus pour consommer la même chose qu'en 2021, selon une estimation de l'Insee. Un mois de SMIC !

Cela n'a fait que s'aggraver en 2023 pour les plus modestes, puisque l'inflation concerne en majeure partie les produits de première nécessité. Face à cela, les directions ne promettent que des primes « d'inflation » ou de Noël qui se font attendre... Et quand bien même elles arriveraient fin décembre, il n'y aura pas de quoi rattraper la hausse des prix ! Le meilleur moyen de s'en sortir c'est une hausse de salaire d'au moins 400 euros net par mois, pour tous.

Péril en la demeure

À l'hôpital d'Hyères, Lucas, 25 ans, Atteint d'une infection par méningocoque, a dû attendre six heures aux urgences pour se voir administrer des antibiotiques, tout juste avant de succomber.

« Hôpital en tension, pas de place dans les étages, pas de box scopé dispo aux urgences, plus de brancards disponibles [...] 2 médecins aux urgences ce jour : appel à plusieurs reprises [...] pour avertir de la mise en danger des patients ! »

Ce sont les mots d'un médecin des urgences, peu avant le décès, cité par *Mediapart*. Des personnels ont conseillé à la famille de porter plainte, et les infirmiers auraient menacé de faire grève.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes :

TIKTOK : npalyon69

MAIL : npalyonrhone@gmail.com

www.nouveaupartianticapitaliste.fr